

REGLEMENT DE CONSULTATION

Réf SOLEIL : 2025-052-TB

Procédure de passation : MAPA (candidature + offre)

Objet :

Fourniture de produits d'intégration définie selon les dossiers de fabrications établis par le groupe «Ingénierie des Systèmes d'Acquisition et de Contrôle» de SOLEIL

Code CPV : 31710000-6

PUBLIC

Date et heure de limite de dépôt des offres électroniques :

Jeudi 04 décembre 2025 à 16h00

Sur la plateforme de dématérialisation des achats de L'Etat « PLACE »

www.marches-publics.gouv.fr

La version électronique fait foi.

TABLE DES MATIERES

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. PROCEDURE.....	3
1.3. FORME DU MARCHÉ ET DES PRIX	3
1.4. ALLOTISSEMENT.....	3
1.5. VARIANTES	3
1.6. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES	4
3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES : CANDIDATURE, TECHNIQUE ET FINANCIERE)	5
4.1. ENVELOPPE N°1 : DOSSIER DE CANDIDATURE	5
4.2. ENVELOPPE N°2 : DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER.....	7
4.2.1. UNE SOUS-ENVELOPPE «TECHNIQUE» COMPRENANT :	7
4.2.2. UNE SOUS-ENVELOPPE «FINANCIERE» COMPRENANT :	8
5. ECHANGES DEMATERIALISES	8
5.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS.....	8
5.2. TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	8
6. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION	9
6.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	9
6.2. QUESTIONS/REPONSES	9
7. CONDITIONS PARTICULIERES	9
7.1. CONDITIONS DE PRIX	9
7.2. VALIDITE DE L'OFFRE.....	10
7.3. MODALITE DES OFFRES FINANCIERES	10
8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
8.1. RECEVABILITÉ ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE	10
9. EXAMEN ET CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	11
10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	14
10.1. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
10.2. NEGOCIATION.....	14
10.3. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	14
11. ARRET DE LA CONSULTATION	15

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure relative à la fourniture de produits d'intégration définie selon des dossiers de fabrication établis par le groupe «Ingénierie des Systèmes d'Acquisition et de Contrôle» du Synchrotron SOLEIL situé à l'Orme des Merisiers, Départementale 128, 91190 Saint-Aubin.

1.2. PROCEDURE

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est actuellement soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatifs au Code de la Commande Publique.

La procédure de passation retenue par SOLEIL est la **procédure adaptée** ouverte (candidature + offre) en application des dispositions des articles L.2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

1.3. FORME DU MARCHÉ ET DES PRIX

Le marché est conclu sous la forme d'un marché à bons de commande mono-attributaire.

Le marché à bons de commande est conclu à prix unitaire tel que précisé dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Le marché à bons de commande est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum conformément à l'article R.2162-4-2 du Code de la Commande Publique.

Le montant total maximum de l'accord-cadre est de **200 000 € HT** (DEUX CENT MILLE EUROS HORS TAXES) sur la durée totale de l'accord-cadre (2+1+1).

Aucune indemnité de dédit ne sera due par SOLEIL au cas où le montant cumulé des bons de commande passés sur le fondement du marché n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

1.4. ALLOTISSEMENT

Le présent marché à bons de commande n'est pas alloti car il ne permet pas de l'identification de prestations distinctes et que la dévolution risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.5. VARIANTES

Pour la réalisation de cette prestation, SOLEIL n'autorise aucune variante. A défaut, SOLEIL considèrera l'offre présentée en variante comme irrégulière.

1.6. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Sans objet.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Les marchés de SOLEIL sont soumis :

- Au Cahier Des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics version en vigueur à la date de signature du marché, non fourni par SOLEIL, mais réputé connu des candidats ;
- Au protocole de sécurité « DIR-SEC-CR-P-7178-Protocole-de-securite ;
- Au Règlement Intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition mai 2014) ;

3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le DCE, accessible uniquement par voie électronique, est constitué des éléments suivants :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières de « produits d'intégration selon dossier de fabrication » référencé AI-ISAC-AO-P-2067, daté du 21/022025, ainsi que tous les dossiers, plans qui sont référencés dans le document précité,
- La procédure de test référencée « AI-ISAC-PR-P-2069 », « Procédure de test des ControlBox par le Fournisseur à partir de 2020 »,
- La procédure de test référencée « AI-ISAC-PR-P-2068 », « Procédure de test des DriverBox par le Fournisseur à partir de 2020 »,
- Les spécifications référencées « AI-ISAC-ST-P-2070 », « Spécifications de l'Upgrade de ControlBox de la version V1 à la version V2 », ainsi que tous les dossiers, plans qui sont référencés dans le document précité,
- Le Cadre de Réponse Technique référencé « CRT_2025-052-TB »,
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU_DQE_2025_052_TB),
- Le formulaire DC4.

Le fait de soumissionner à la présente consultation vaut acceptation de l'ensemble des documents constitutifs du dossier.

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le dossier de consultation.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les documents sont accessibles sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

4. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES : CANDIDATURE, TECHNIQUE ET FINANCIERE)

4.1. ENVELOPPE N°1 : DOSSIER DE CANDIDATURE

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du décret supra, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Tous les soumissionnaires sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer à SOLEIL les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

Le dossier intitulé « **Candidature** » qui, à défaut d'utilisation du **DUME** (Document Unique de Marché Européen), devra comporter les éléments suivants :

➤ **Situation juridique :**

Le formulaire **DC1** ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des attestations demandées dans le document et incluant :

- ✓ Les documents relatifs aux pouvoirs de la ou des personnes habilitées à engager le candidat,
- ✓ L'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ; Lorsque le candidat appartient à un groupe, une **attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence France des autres entreprises du groupe ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés) avec fourniture des attestations.
- ✓ Si le candidat est en redressement judiciaire, **la ou les copies des jugements prononcés** à cet effet. Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (article L.2141-3-3 du code de la commande publique).
- ✓ Un extrait Kbis ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des **salariés employés régulièrement** au regard des articles L. 1221-1, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de **ne pas être interdit** à participer à la passation d'un marché public.
- ✓ Une **attestation d'assurance** de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité ;

➤ **Capacité économique et financière :**

Le formulaire **DC2** (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent incluant :

- ✓ Le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Les entreprises peuvent présenter leur offre seules ou en groupement solidaire ou conjoint. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de SOLEIL.

Il est rappelé que, sauf exception mentionnée à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à bons de commande.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membre de plusieurs groupements.

Sous-traitance : Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

- ✓ Le formulaire **DC4** (de sous-traitance) complété, le cas échéant ;

➤ **Capacité et savoir-faire techniques et professionnels :**

Un dossier présentant les **capacités techniques** de l'entreprise (et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir) à réaliser les prestations objet du marché. Ce dossier devra détailler :

- ✓ Les certificats de qualifications professionnelles en cours de validité en adéquation avec l'objet du marché, délivrés par un organisme indépendant ou équivalent, le cas échéant
- ✓ Les principales références pour des opérations similaires exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations de bonne exécution le cas échéant ;
- ✓ Une présentation des **moyens humains** (effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ; les effectifs seront donnés par qualification professionnelle et par fonction afin de juger l'adéquation des moyens humains au domaine du marché ; les compétences devront ressortir clairement) ;
- ✓ Les **moyens techniques** de l'entreprise (Outillage, Matériel, équipement

technique ; logiciels...) ;

NOTA : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

GROUPEMENT :

Les entreprises peuvent présenter leur offre seules ou en groupement solidaire ou conjoint. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de SOLEIL.

Il est rappelé que, sauf exception mentionnée à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à bons de commande.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de **groupement momentané d'entreprises**, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

SOUS-TRAITANCE :

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées et fournir tous les documents demandés à l'article 3.1. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. SOLEIL se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

Le Titulaire retenu présentera obligatoirement et préalablement tout sous-traitant à l'acceptation de SOLEIL tout au long de la réalisation de la prestation en se conformant expressément au cadre du formulaire DC4.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce ou ces sous-traitants.

4.2. ENVELOPPE N°2 : DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER

Pour être recevable, l'offre doit comprendre les documents suivants :

4.2.1. UNE SOUS-ENVELOPPE «TECHNIQUE» COMPRENANT :

- **Le Cadre de Réponse Technique** conforme aux exigences du CCTP et ses

documents associés ;

- D'une manière générale tous documents permettant de valoriser la qualité de l'offre technique.

4.2.2. UNE SOUS-ENVELOPPE «**FINANCIERE**» COMPRENANT :

- **L'acte d'engagement** (ATTRI1) à titre de document contractuel, dûment complété et signé,
- Le **projet de CCAP** à titre de document contractuel, **dûment complété** ;
- Une **proposition financière** selon le Bordereau de Prix Unitaires fourni dûment complété (au format Excel et PDF).

SOLEIL impose aux soumissionnaires de remplir **le cadre de réponse technique et le BPU** dans son intégralité **sous peine de rejet de l'offre** (non-conformité).

Toutes les fournitures nécessaires au parfait achèvement de la prestation doivent être prévues même en cas de description incomplète ou omise dans les documents.

Avant de remettre son offre financière, le Soumissionnaire devra suppléer par ses connaissances professionnelles aux éventuelles omissions ou contradictions relevées dans les documents remis par SOLEIL. Elle ne pourra se prévaloir d'une erreur ou omission pour obtenir un supplément aux prix globaux figurant dans le bordereau annexé.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet.

5. ECHANGES DEMATERIALISES

5.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

Votre dossier d'offre devra être déposé sur la plateforme au plus tard le :

Jeudi 04 décembre 2025, à 16 heures, (délai de rigueur).

Aucune dérogation à cette date ne sera admise. Passé ce délai (horodatage de la plateforme), la ne sera pas prise en considération pour la suite de la procédure.

5.2. TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Transmission :

La transmission du dossier d'offre se fera **exclusivement** par voie électronique sur notre plateforme.

Le mode de transmission des éléments de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature électronique n'est exigée.

Les soumissionnaires qui présentent une offre doivent disposer d'un compte utilisateur individuel spécifique à leur identifiant SIRET français ou à un identifiant national.

Dans le cadre du dépôt du **dossier «Offre Affaire 2025-052-TB»** sur la plateforme, il est rappelé que tous les éléments composant ce dossier doivent être **déposés en une seule fois**.

Une société ne peut pas déposer le dossier d'offre pour le compte d'une autre société.

De même, comme indiqué dans l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par SOLEIL dans le délai fixé pour la remise des offres.

6. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION

6.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

SOLEIL peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard jusqu'à 6 (six) jours avant la date limite de réception des offres. Tous les soumissionnaires enregistrés sur la plateforme en seront informés et devront répondre sur la base du dossier modifié.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les spécifications techniques de SOLEIL prévaudront sur toutes les autres spécifications techniques figurant dans les offres des soumissionnaires. Ces dernières ne pourront donc pas être opposées à SOLEIL.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où SOLEIL procède à d'éventuelles modifications portant sur les éléments substantiels du marché, ces derniers entraîneront un allongement du délai de consultation.

Les soumissionnaires sont informés du report de la date limite de dépôt des offres.

6.2. QUESTIONS/REPONSES

Pendant la phase de consultation, les soumissionnaires souhaitant obtenir des précisions techniques, administratives ou autres sur la consultation poseront leurs questions **UNIQUEMENT** sur la plateforme.

SOLEIL impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL (PLACE)** au plus tard six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si la question impacte l'ensemble des soumissionnaires, une réponse commune sera envoyée à tous les soumissionnaires.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

7. CONDITIONS PARTICULIERES

7.1. CONDITIONS DE PRIX

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents de l'article 2 du présent règlement et sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Les prix seront établis pour couvrir toutes les dépenses supportées par le soumissionnaire dans l'exécution du contrat.

7.2. VALIDITE DE L'OFFRE

Les offres demeurent valables pendant une durée de 6 (six) mois à compter de la date limite de dépôt de la dernière offre.

En participant à cette consultation, le soumissionnaire s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente. S'il est déclaré attributaire, il devra signer le CCAP, ainsi que l'acte d'engagement (ATTRI1) qui lui sera présenté par SOLEIL lors de l'attribution du marché à bons de commande.

7.3. MODALITE DES OFFRES FINANCIERES

Le prix du matériel, d'une part et les frais de transport, d'autre part, devront être distingués séparément sur l'offre, les factures pro-forma et les factures.

Fournisseur localisé en	Livraison de	Incoterms 2020
France et/ou UE	France et/ou UE	Livraison sur le site de SOLEIL à St Aubin (91)
	Hors UE *	DPU SOLEIL St Aubin *
Hors UE	France et/ou UE	Livraison sur le site de SOLEIL à St Aubin (91)
	Hors UE *	DPU SOLEIL St Aubin *

(*) DPU : (Delivery at Place Unloaded) – Livraison sur le site de SOLEIL à St Aubin (91) hors droits de douane

(*) L'offre devra mentionner l'origine des marchandises, le pays d'expédition et le code douanier (8 chiffres minimum).

SOLEIL est exonéré de droit de douane en raison de son activité (recherche scientifique).

8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1. RECEVABILITÉ ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE

L'analyse des candidatures vise à vérifier que les entreprises candidates n'entrent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation des marchés, qu'elles sont aptes à exercer l'activité professionnelle et qu'elles disposent des capacités économiques et financières et/ou techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le marché.

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 et R.2142-20 du code de la commande publique, la capacité financière et technique à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, SOLEIL se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures. Dans cette

hypothèse, si l'analyse de la candidature du soumissionnaire dont l'offre est classée numéro 1 conduit à constater qu'il n'a pas justifié la régularité de sa situation administrative ou qu'il n'a pas démontré ses capacités professionnelles, techniques et financières, son offre est rejetée.

La même vérification est alors effectuée en ce qui concerne le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

Motifs d'exclusion au stade de l'analyse des candidatures :

Les candidats qui auront fourni un dossier incomplet seront éliminés. Toutefois, conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, si SOLEIL constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Seuls les candidats présentant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes sont admis.

Seront éliminées les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes en vue d'assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat et ne dispense pas SOLEIL d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement ou un sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

9. EXAMEN ET CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Lors de l'examen des offres, SOLEIL éliminera les offres qualifiées d'inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Une **offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une **offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une **offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule une offre irrégulière pourra être régularisée. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Il est à noter que l'absence de réponse correspondant à un sous-critère ne vaut pas irrégularité de l'offre mais qu'elle sera pénalisante.

L'évaluation et le classement des offres recevables seront faits sur la base des critères de sélection suivants :

– **Le prix des prestations : 50 %**

Ce critère sera jugé à partir du DQE et apprécié sur 100 points selon la notation suivante :

- La note maximale (100) sera attribuée à l'offre proposant le prix le plus bas ;
- Le calcul de la note attribuée aux autres entreprises avec la formule suivante :
$$\text{Note de X} = (\text{cout de l'offre minimum} / \text{cout de l'offre de X}) \times 100.$$

La note obtenue sera pondérée à 50%.

– **L'offre technique : 40 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse et apprécié sur 100 points d'après les sous-critères suivants :

Sous-critères	Points attribués
Qualité technique de l'offre par rapport au cahier des charges	20
Moyens techniques et humains affectés aux prestations	15
Procédés d'exécution	25
Processus mis en place pour le SAV des produits fournis	10
Délais de fabrication et de livraison	20
Modalités de protection pour le transport du matériel	10

Pour le critère technique : Le calcul de la note finale s'effectue en deux étapes.

Étape 1 :

Chaque sous-critère sera noté de 1 à 5 à partir du barème de notation suivant :

- 1 = Peu satisfaisant (équivalent à 20 % de la note maximale)
- 2 = Moyennement satisfaisant (équivalent à 40% de la note maximale)
- 3 = Satisfaisant (équivalent à 60% de la note maximale)
- 4 = Très satisfaisant (équivalent à 80% de la note maximale)
- 5 = Excellent (équivalent à 100% de la note maximale)
-

Étape 2 :

Pour le calcul de la note finale : Pour chaque sous-critère technique évalué, le nombre de points maximal est attribuée au soumissionnaire le mieux-disant.

Le nombre de points attribué aux autres fournisseurs pour chaque sous-critère technique sera établi selon la formule suivante :

- Nb final de point de X = (Note de X / Note du mieux-disant) x Nb de points max

La note finale « technique » sera la somme des sous-critères pondérée à 40 %.

– **Critère environnemental : 10 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse et apprécié sur 100 points d'après les sous-critères suivants :

Sous-critères	Points attribués
Bilan carbone et méthodologie d'évaluation	50
Capacité de recyclage des matériels : ⇒ Quelles démarches environnementales sont mises en œuvre pour le recyclage des carte électroniques dans le cadre du présent marché ?	25
Réduction des polluants et des substances toxiques (ex : soudures) : ⇒ Quelles démarches environnementales sont mises en œuvre pour réduire les impacts des procédés de fabrication des cartes électroniques dans le cadre du présent marché ?	25

Pour le critère environnemental : Le calcul de la note finale s'effectue en deux étapes.

Étape 1 :

Chaque sous-critère sera noté de 1 à 5 à partir du barème de notation suivant :

- 1 = Peu satisfaisant, (équivalent à 20 % de la note maximale)
- 2 = Moyennement satisfaisant (équivalent à 40% de la note maximale)
- 3 = Satisfaisant (équivalent à 60% de la note maximale)
- 4 = Très satisfaisant (équivalent à 80% de la note maximale)
- 5 = Excellent (équivalent à 100% de la note maximale)

Étape 2 :

Pour le calcul de la note finale : Pour chaque sous-critère environnemental évalué, le nombre de points maximal est attribuée au soumissionnaire le mieux-disant. Le nombre de points attribué aux autres fournisseurs pour chaque sous-critère environnemental sera établi selon la formule suivante :

- Nb final de point de X = (Note de X / Note du mieux-disant) x Nb de points max

La note finale « environnementale » sera la somme des sous-critères pondérée à 10%.

Une note globale sur 100 sera attribuée par addition des trois notes précitées. L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera déclarée économiquement la plus avantageuse.

Nota : En cas d'égalité arithmétique de la note finale (valeur prix + valeur technique + valeur environnementale), le critère prix sera prépondérant.

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

SOLEIL se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur offre. Les réponses auront pour objectif de préciser l'offre mais en aucun cas, ne pourront apporter de modification à cette dernière.

10.2. NEGOCIATION

Avant d'attribuer le marché à bons de commande, SOLEIL se réserve la possibilité de négocier avec un ou plusieurs soumissionnaires sans être tenu, s'il décide effectivement de négocier après la remise des offres, d'en informer l'ensemble des candidats.

Les négociations pourront prendre la forme d'un entretien ou d'un échange de courriers et la négociation pourra, si besoin, se dérouler en plusieurs phases.

Les candidats admis à la négociation seront informés des modalités et des échéances de la négociation via la plateforme PLACE.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix. Les exigences minimales mentionnées dans le cahier des charges et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociation.

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires invités à négocier.

En l'absence de remise d'une offre négociée par un candidat, SOLEIL pour le jugement des nouvelles offres prendra en compte la dernière offre remise par ledit candidat.

SOLEIL se réserve la possibilité d'attribuer le marché à bons de commande sur la base des offres initiales sans négociation. **Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.**

Au cours des négociations, il pourra être procédé à un alignement technico-économique des offres ; les candidats seront alors invités à remettre une offre financière finale ainsi qu'un document technique définitif intégrant les compléments, les précisions et l'incidence financière résultant de l'alignement des offres. Les documents élaborés par les candidats dans le cadre des négociations seront transmis selon les mêmes modalités que celles indiquées pour la remise des offres initiales.

10.3. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

La remise des propositions par les candidats implique leur acceptation des clauses du règlement de la consultation.

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partie de la présente consultation. Le candidat dont l'offre n'est pas retenue ne peut prétendre au remboursement des frais d'établissement de son offre, ni à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

11. ARRET DE LA CONSULTATION

Pour des raisons réglementaires, techniques ou de choix stratégiques internes, qu'elle qu'en soit la nature, SOLEIL pourra à tout moment décider soit de suspendre temporairement soit d'arrêter définitivement la consultation en cours.

En toute hypothèse, aucune indemnité, quel qu'en soit le montant et/ou la cause, ne saurait être accordée aux candidats et ce quelle que soit la période à laquelle sera notifié aux dits candidats la suspension ou l'arrêt de la consultation.